

الوادي

3100 مليار للقضاء على ظاهرة ارتفاع المياه

منسوب المياه الجوفية باستثناء الواد وجمار. وقد ارتفع تدريجيا خلال العشرية الأخيرة مستوى المياه الجوفية، حيث تسبب الوضع في الضخ المكثف للمياه الجوفية العميقة التي استعملت لأغراض فلاحية وتزويد السكان بالمياه الشروب، صرفت أغلبية هذه المياه تقريبا بعد استعمالها في الطبعية (الري والصرف الصحي) وغذيت بها المياه الجوفية، حيث اختل توازن هذه المياه فأصبح معدل تدفقها جد ضعيف أو منعدم بسبب الرقابة (انعدام أو غياب المخرج).

وتسبب ارتفاع مستوى هذه المياه في مشاكل بيئية واقتصادية خطيرة في المناطق الحضرية والفلاحية، حيث هددت المياه الراكدة النخيل وعرقلت عملية التنمية في مناطق البناء بالمناطق الحضرية، بالإضافة إلى ذلك تم جمع مياه الصرف الصحي بشكل جزئي فقط وفي منطقة واحدة ببلدية الواد، إذ كانت هذه المياه تصب دون معالجة في الكثبان الرملية الواقعة في أقصى شمال المدينة. هذا الوضع دفع الوزارة الوصية إلى النظر في مختلف الحلول لمعالجة هذا الوضع وانطلاق برنامج للحد من ظاهرة ارتفاع نسبة المياه الجوفية.

الجزائر: ص. ح

● كشف الديوان الوطني للتطهير عن استكمال ودخول الخدمة لأهم المشاريع المتعلقة بقطاع الموارد المائية والبيئة، ويتعلق الأمر بمواجهة ظاهرة ارتفاع المياه.

وأوضح الديوان في بيان تلقت "الخبر" نسخة منه أنه تم استثمار أزيد من 31 مليار دينار جزائري (3100 مليار سنتيم) مع حساب جميع الرسوم في هذا المشروع الذي مس 18 بلدية. وهو مشروع نموذجي مدمج امتد لسنوات، حيث انطلقت الدراسات سنة 2001 وبدأ العمل سنة 2005، ثم التطبيق التدريجي للمشروع سنة 2008 لينتهي سنة 2010 مع الاستلام المؤقت، وفي نوفمبر 2013 تم التسليم النهائي للمشروع ليدخل بعدها حيز العمل.

وبخصوص هذا المشروع يقول محمد شايب مستشار المدير إنه سيضمن عملية الربط بشبكة التطهير لما يقارب 700 ألف نسمة في آفاق 2030. وقد تم لهذا الغرض إنجاز 58 حفرة (الصرف العمودي) 51 حفرة منها مزودة بمضخات ذات معدل استغلال عام يقدر بـ 348 لتر/ الثانية و 34 كم مسافة قنوات التفريغ قطر 90 حتى 315. وتجدر الإشارة إلى أن واد سوف والمناطق المجاورة عانت لسنوات طويلة من ظاهرة ارتفاع

LUTTE CONTRE LA REMONTÉE DES EAUX

31 milliards de dinars pour sauver El Oued

Cette situation avait incité le ministère concerné à étudier diverses solutions pouvant remédier à ce constat alarmant, et à lancer un programme de travaux destinés à juguler ce phénomène de remontée des eaux de la nappe

De notre envoyé spécial à El Oued

Salah Benreguija

La vallée du Souf et la cuvette de Ouargla souffrent depuis des longues années du phénomène de remontée de la nappe phréatique. Au cours de la dernière décennie, le niveau piézométrique de la nappe phréatique s'est relevé progressivement. Ce qui a d'ailleurs engendré de graves préjudices sur l'environnement en général et sur l'écosystème en particulier. Les causes de la remontée de la nappe phréatique sont multiples. Globalement, c'est dû, selon Mohamed Chaïbi, conseiller auprès du directeur général de l'Office national de l'assainissement, au pompage intensif des nappes profondes à des fins agricoles et pour l'approvisionnement en eau potable des populations. «La première cause est le pompage intensif des nappes profondes à des fins agricoles et pour l'approvisionnement en eau potable des populations dont la quasi-totalité des eaux, après utilisation, est rejetée dans le milieu naturel et alimente la nappe phréatique. Les autres causes sont l'absence d'exutoire dû à la planéité du relief qui a rendu délicat l'écoulement gravitaire et a entraîné l'élévation du niveau des eaux de la nappe ainsi que l'absence quasi-totale d'infrastructures d'assainissement dans la wilaya d'El Oued», nous a expliqué M Chaïbi lors d'une séance de travail organisée à El Oued au profit de journalistes de la presse nationale. La même source a indiqué également que la remontée des eaux, partant du niveau de la nappe, a donné lieu à la pollution des nappes entraînant l'apparition des maladies à transmission hydrique, à l'augmentation de la



Photo : S. Zohair

salinité, estimée à 10 fois la salinité de la mer, résultat de l'évapotranspiration, cas de Ouargla notamment, à l'affectation du patrimoine phoenicicole (déperissement des palmeraies) ainsi qu'à l'affaissement de terrains et effondrement de bâtis. En effet, la remontée de la nappe phréatique, qui provoque la dissolution des sels et d'autres minéraux, ainsi que l'érosion des sols, est à l'origine d'affaissements de terrains à travers les régions de Oued Souf et de Ouargla. Parmi les conséquences de ce phénomène les surcoûts dans la réalisation des infrastructures induits par la fragilité des sols qui nécessitent des techniques de

confortement et l'utilisation de matériaux spéciaux (ciments HTS). Ce phénomène qui a nécessité une sérieuse prise en charge a été, ces dernières années, l'une des principales préoccupations du ministère de Ressources en eau. Il s'agit, comme résultat souhaité, de doter ces deux villes d'infrastructures importantes axées sur l'assainissement, le drainage, l'épuration et le transfert des eaux usées épurées vers un rejet final. D'ailleurs, le département ministériel de Hocine Necib, via l'Office national de l'assainissement (ONA) a mis en œuvre un immense projet de lutte contre la remontée des eaux dans les deux régions. En

effet, cette situation avait incité le ministère concerné à étudier diverses solutions pouvant remédier à ce constat alarmant, et à lancer un programme de travaux destinés à juguler ce phénomène de remontée des eaux de la nappe. «Les études ont été entamées en 2001 et les travaux ont été lancés en 2005. La mise en service graduelle du projet a commencé à partir de 2008 pour prendre fin en 2010, marquant la réception provisoire de la totalité des lots du projet. La réception définitive a été prononcée en novembre 2013», selon les explications de M Chaïbi. A cet effet, plus de 31 milliards de dinars ont été investis dans ce projet qui a touché 18 communes. La population bénéficiaire est de plus de 670 000 habitants.

Le projet «Remontée des eaux de Oued Souf» est un projet cohérent qui met en œuvre une multitude d'actions. Il a permis de traiter les causes directes de la remontée et d'apporter des solutions radicales à ce phénomène qui avait des conséquences écologiques et économiques désastreuses en milieu urbain et en zones agricoles. Des résultats très encourageants ont été enregistrés. «Depuis la mise en service du projet, opérée à partir de 2009, les résultats palpables ont été enregistrés. Un rabattement drastique du niveau de la nappe phréatique à la faveur de la réalisation du drainage vertical, la régénération de la palmeraie qui dépérissait suite à submersion par le remontées des eaux salines et polluées de la nappe phréatique dans les Ghouts», selon M Chaïbi. Ce projet a suscité un engouement des agriculteurs pour l'acquisition des terrains agricoles situés à proximité du canal de transfert.

S. B.

EL OUED



UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT POUR 700.000 HABITANTS À L'HORIZON 2030

Photo : Makine F.

Un réseau d'assainissement couvrira les besoins d'une population de 700.000 habitants, en zones urbaines et rurales des 30 communes de la wilaya d'El-Oued, à l'horizon 2030, ont indiqué des cadres de l'Office national de l'assainissement (ONA). Le projet, décliné en six phases, vise dans sa finalité à résoudre définitivement le phénomène de la remontée des eaux, à travers le raccordement des foyers au réseau d'assainissement, a affirmé le conseiller du directeur général de l'ONA, Mohamed Chaibi, lors d'une présentation du projet à la presse, jeudi dernier au soir à El-Oued.

La première phase de ce projet d'envergure consiste en l'assainissement actuellement dans 18 communes, dont 12 communes raccordées à un réseau

d'assainissement long de 750 km, jalonnés de 57 stations de relevage, les six autres communes bénéficiant d'un total de 542 puits individuels de traitement des eaux usées, a-t-il expliqué. Dans sa deuxième phase, le projet a comporté la réalisation de quatre stations de traitement des eaux usées des communes déjà raccordées au réseau d'assainissement collectif, implantées à Kouinine, Hassani-Abdelkrim, Sidi Aoun et Reguiba.

La troisième phase de l'opération a pris forme à travers l'évacuation horizontale et l'absorption de 22.000 m³/jour des surplus d'eau en surface, nécessitant, sur un réseau de 34 km, le fonçage de 51 puits profonds avec une capacité d'absorption de 348 litres/seconde selon la présentation du projet. Outre sa quatrième phase consistant en le transfert des eaux d'assainissement sur 47 km vers l'exutoire de «Chott

El-Haloufa», le projet a comporté le lancement d'une étude concernant la réutilisation de ces eaux à des fins industrielles ou d'irrigation agricole.

Le projet a réalisé, dans son ultime phase, des résultats positifs sur l'environnement qui se sont traduits par l'élimination des maladies à transmission hydrique, la préservation des palmeraies des risques d'asphyxie par les surplus d'eau en surface et une disponibilité d'eau d'irrigation qui a donné une impulsion à l'activité agricole dans la région, en plus de l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a souligné M. Chaibi. Le mégaprojet de lutte contre le phénomène de la remontée des eaux dans la wilaya d'El-Oued, lancé en octobre 2005 pour un coût de 31 milliards DA et achevé en juin 2009, englobe actuellement 18 communes totalisant quelque 480.000 habitants, selon la présentation faite de ce projet.

EL-OUED

UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT POUR 700.000 HABITANTS À L'HORIZON 2030

Un réseau d'assainissement couvrira les besoins d'une population de 700.000 habitants, en zones urbaines et rurales des 30 communes de la wilaya d'El-Oued, à l'horizon 2030, ont indiqué des cadres de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Le projet, décliné en six phases, vise dans son finalité à solutionner définitivement le phénomène de la remontée des eaux, à travers le raccordement des foyers au réseau d'assainissement, a affirmé le conseiller au directeur général de l'ONA, Mohamed Chaibi, lors d'une présentation du projet à la presse, jeudi soir à El-Oued. La première phase de ce projet d'envergure consiste en l'assainissement actuellement

dans 18 communes, dont 12 communes raccordées à un réseau d'assainissement long de 750 km, jalonnés de 57 stations de relevage, les six autres communes bénéficiant d'un total de 542 puits individuels de traitement des eaux usées, a-t-il expliqué.

La troisième phase de l'opération a pris forme à travers l'évacuation horizontale et l'absorption de 22.000 m³/ jour des surplus d'eau en surface, nécessitant, sur le réseau de 34 km, le fonçage de 51 puits profonds avec une capacité d'absorption de 348 litres/ seconde, selon la présentation du projet.

Outre sa quatrième phase consistant en le transfert des eaux d'assainissement sur 47 km vers l'exutoire de "Chott El-Haloufa", le projet a com-

porté le lancement d'une étude concernant la réutilisation de ces eaux à des fins industrielles ou d'irrigation agricole.

Le projet a réalisé, dans son ultime phase, des résultats positifs sur l'environnement qui se sont traduits par l'élimination des maladies à transmission hydrique, la préservation des palmeraies des risques d'asphyxie par les surplus d'eau en surface et une disponibilité d'eau d'irrigation qui a donné une impulsion à l'activité agricole dans la région, en plus de l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a souligné M.Chaibi. englobe actuellement 18 communes totalisant quelque 480.000 habitants, selon la présentation faite de ce projet.

APS

نسب يتجه للاستثمار المحلي

توقع وزارة الموارد المائية اليوم مع وزارة التنمية الصناعية وترقية الاستثمار، اتفاقية تعاون، تسمح بتخصيص مشاريع لمجمع كوسيدار في إطار تطوير الصناعة المحلية وتشجيع الاستثمارات الجزائرية. كما تسمح الاتفاقية، حسب مصادرها للوزارة، بإنجاز العديد من القنوات من طرف المجمع لصالح باقي المؤسسات التابعة للوزارة. من جهة أخرى وبهدف الوقوف على نوعية الخدمة العمومية المقدمة من طرف كل من الجزائرية للمياه والديوان الوطني للتطهير، تنظم الوزارة اليوم بالتنسيق مع مصالح وزارة الخدمة العمومية، يوما دراسيا حول "إصلاح الخدمة العمومية في مجال المياه بالجزائر"، وذلك بحضور عدد من الشركاء والخبراء، لتشخيص الوضعية وتحديد العراقيل بهدف التقرب أكثر من الزبائن، وضمان نوعية عصرية في الخدمات المقدمة.

Ministère des Ressources en eau

Sous le haut patronage du ministre des Ressources en eau, le ministère organisera, aujourd'hui, à partir de 8h30, à l'hôtel El Aurassi, une journée d'étude sur la réforme du service public de l'eau.



Thank you for trying

AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE, EAU ET RECHERCHE...

Le projet Fawira au service de l'innovation

EN ALGÉRIE, on a l'habitude de s'adresser beaucoup plus à la recherche alors que l'innovation est une activité qui doit impliquer les différents types d'acteurs, ce projet permet ainsi de créer des liens et offrir les outils qu'il faut.

■ IDR TAZEROUT

« **C**e projet financé par l'Union européenne en est à sa troisième année. Nous avons fait plusieurs activités. Son objectif principal est de mettre en relation les entreprises de l'agriculture, l'agroalimentaire, l'eau avec le monde de l'administration. Tout ça pour développer l'innovation », a souligné, hier Ferrah Ali, chef de département de la planification du programme au niveau de l'Institut national de la recherche agronomique (Inraa) et coordinateur international du projet Fawira. Pourquoi ? La réponse est toute évidente : « Pour être compétitif que ça soit à l'échelle nationale ou internationale. Et pour être compétitif, il faut innover ! », selon M. Ferrah et d'ajouter : « En Algérie, on a l'habitude de s'adresser beaucoup plus à la recherche alors que l'innovation est une activité qui doit impliquer les différents types d'acteurs, ce projet permet ainsi de créer des liens et offrir les outils qu'il faut ». Consolider les passerelles entre la recherche scientifique et l'entreprise opérant dans l'agroalimentaire est le principal objectif d'une série de rencontres algéro-européennes entamées depuis hier. S'inscrivant dans le cadre du projet Fawira, un programme initié en partenariat avec la Commission européenne, ces rencontres visent « l'identification d'une dizaine de projets dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des eaux », a précisé M. Ali Ferrah. Une fois identifiés et maturés, ces

projets « vont être soumis à l'Union européenne », avec d'autres partenaires internationaux, « pour capter des sources de financement », a-t-il expliqué en marge de ces rencontres qui se poursuivront jusqu'à mercredi. La sélection des projets qui aura lieu aujourd'hui concerne le développement d'activités déjà existantes ou la création de nouvelles start-up par des jeunes entrepreneurs ou universitaires opérant dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'eau, selon le même responsable. La première journée de la série de rencontres a été marquée par l'ouverture de deux ateliers de formation au profit des chercheurs sur l'analyse et le management des laboratoires agroalimentaires et l'analyse des eaux. Quant à la deuxième journée, elle sera consacrée à des discussions entre les trois parties impliquées dans le développement de l'innovation, à savoir les chercheurs, les entreprises et les institutions publiques, a ajouté M. Ferrah. Le projet Fawira a été mis en oeuvre en janvier 2012 par un consortium de trois pays (Algérie, Espagne et Italie). Il vise le renforcement des capacités de coopération internationale dans le domaine de la recherche dédiée à l'agriculture, l'agronomie et l'eau en Algérie. En tout cas, l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (Inraa) a lancé depuis, hier à Alger, une série de manifestations scientifiques et économiques destinées aux PME du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'eau en Algérie, en vue de concrétiser des partenariats internationaux.

Ces manifestations qui se poursuivront jus-

qu'à mercredi prochain sont organisées dans le cadre du projet Fawira, mis en oeuvre en janvier 2012 par un consortium de trois pays (Algérie, Espagne et Italie) ainsi qu'un cabinet européen d'expertise, Redinn, spécialisé dans le management de l'innovation. Elles visent à « fédérer » les efforts de toutes les parties prenantes en vue d'identifier et de mettre en place des projets de partenariat « concrets » et « féconds » dans les domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'eau », selon le communiqué. Outre les entreprises du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'eau, prendront part à ces rencontres des centres de recherche, des institutions publiques d'appui à l'investissement et à l'innovation ainsi que des directions relevant des ministères de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, poursuit-on de même source. Financé par la Commission européenne sur trois ans, le projet Fawira est consacré au renforcement des capacités de coopération internationale dans la recherche dédiée à l'agriculture, l'eau et l'alimentation en Algérie. Le projet qui relève du 7e Programme-cadre européen (FP7) pour la recherche et le développement technologique, et coordonné par l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (Inraa), vise à renforcer les capacités de coopération en matière de recherche entre l'Algérie et l'Union européenne dans les régions relevant du FP7. Il vise également à développer un centre d'excellence pour l'agriculture, l'eau et l'alimentation.

I. T.

L'ALGÉRIE COMPTE 50 SITES CLASSÉS SUR LA LISTE RAMSAR

26 plans de gestion des zones humides prévus d'ici 2019

L'Algérie, tout comme les autres pays membres de Ramsar a célébré ce thème d'autant qu'un riche programme de Ppdri (projets de proximité et de développement rural intégré) dans le cadre de la politique du renouveau agricole a été mis en place. Le nombre de ces Ppdri est de 12 000 actuellement au profit des populations rurales pour permettre d'améliorer leurs conditions de vie et d'atténuer la pression exercée sur les ressources naturelles

Par
Badiâa Amarni

Parce que les zones humides constituent des écosystèmes à la fois complexes et fragiles, et des espaces à valeur économique avérée, les différents pays du monde ont mis en place des programmes de protection de ces espaces. L'Algérie, à l'instar de beaucoup d'autres pays, a signé la convention Ramsar. Traité intergouvernemental qui constitue le cadre de la coopération internationale en matière de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides. En Algérie, le nombre de zones humides répertoriées dépasse les 1 500 pour une superficie de 3 millions d'hectares dont 50 classées internationales se situant sur l'ensemble du territoire national.

Depuis sa ratification en 1982, cette Convention devenue effective en 1984 avec le classement de deux sites, les lacs Tonga et Oubeira situés à El Kala, a permis la mise en œuvre de beaucoup d'actions et le lancement de projets pour faire connaître ces espaces, sauvegarder leur patrimoine, et atteindre les objectifs de développement de même qu'améliorer la vie des populations riveraines. Car, les zones humides participent à l'amélioration de la qualité de l'eau, permettent de nombreuses activités génératrices d'emplois, telles les élevages, l'aquaculture, mais aussi le développement du tourisme vu leur richesse au plan des paysages. Elles offrent ainsi des lieux de détente et de loisirs pour les familles algériennes.

Parce qu'elles sont génératrices de richesses, ces zones humides jouent un grand rôle dans la vie des populations rurales et dans la sécurité alimentaire du pays. D'ailleurs la célébration, le 2 février dernier, de la Journée internationale des zones humides avait pour slogan « Zones humides et l'agriculture, cultivons le partenariat ! », afin de montrer



Photo : S. Zohar

leur importance pour l'agriculture dont l'exploitation permet l'amélioration des moyens d'existence. L'Algérie, tout comme les autres pays membres de Ramsar a célébré ce thème d'autant qu'un riche programme de Ppdri (projets de proximité et de développement rural intégré) dans le cadre de la politique du renouveau agricole existe et est en train d'être appliqué sur le terrain. Le nombre de ces Ppdri est de 12 000 actuellement au profit des populations

rurales pour permettre d'améliorer leurs conditions de vie et d'atténuer la pression exercée sur les ressources naturelles. Par ailleurs, 26 plans de gestion de zones humides sont prévus dans les cinq prochaines années, soit d'ici 2019, avec pour but d'asseoir une gestion durable des sites protégés en prenant en considération, à la fois, les besoins socioéconomiques et la nécessité de leur préservation. Les pouvoirs publics comptent, selon la DGF (Direction générale

des forêts), doter les 50 sites classés sur la liste Ramsar d'importance internationale, d'un outil de planification afin d'améliorer la gestion multisectorielle et d'impliquer les populations locales dans le cadre d'une gestion participative. Toujours selon la DGF, à ce jour, neuf zones humides sont dotées de plan de gestion en cours de mise en œuvre et 17 sont en cours de contractualisation. D'ici à 2019, l'Algérie compte classer sept zones humides en aires protégées. En outre, une stratégie nationale est en cours d'élaboration pour déterminer les orientations de gestion et de valorisation des zones humides à l'horizon 2030. Un comité multisectoriel a été d'ailleurs installé par arrêté ministériel afin de suivre la mise en œuvre de cette stratégie. La DGF est impliquée aussi dans des projets de coopération internationale pour améliorer la gestion grâce à l'introduction d'outils modernes de gestion et d'indicateurs de suivi et d'évaluation par imagerie satellitaire. Aujourd'hui, les responsables du secteur des forêts plaident pour que les zones humides soient « intégrées dans un ensemble économique, incluant l'agriculture et le tourisme dans un strict respect des règles écologiques ». L'utilisation rationnelle des zones humides est aujourd'hui plus qu'une nécessité puisqu'il y a de la survie des populations rurales. Des programmes de sensibilisation sont d'ailleurs mis en place en direction des populations et des écoliers pour attirer leur attention sur l'importance de telles espaces. Car, la protection de ces zones humides est un travail complexe en ce sens qu'il exige l'intervention de multiples secteurs : l'agriculture, l'eau, l'environnement, le tourisme, et la pêche, qui doivent travailler en coordination continue.

B. A.



Photo : S. Zohar

El Oued est à l'affiche ces jours-ci. D'abord par ce gros événement culturel inhérent au quatrième art. Puisqu'il se tient, dans la ville des mille coupes, jusqu'au 19 février, les 2^{es} journées maghrébines du théâtre inaugurées officiellement samedi dernier. Mais il n'y a pas que les pays voisins qui font prestation- avec même en cette première soirée du théâtre tunisien pour ponctuer cette première -, il est aussi parmi les invités de cette manifestation des amateurs qui apprennent les ficelles du métier à travers l'écriture, la mise en scène etc. Mais El Oued, qui vit dans cette ambiance particulière, n'oublie pas pour autant son quotidien. Un cadre de vie qui secoue à maintes reprises la ville avec cette autre facette qui lui est propre, la remontée des eaux. C'est pour cela d'ailleurs qu'il y a un engagement à assainir le réseau afin de répondre aux besoins des habitants estimés à 700.000. Ce nettoyage concerne les 30 communes de la wilaya d'El-Oued, à l'horizon 2030 que ce soit dans sa partie urbaine que rurale pour, enfin, raccorder les foyers à ce réseau d'assainissement. Ce projet pris à cœur par les autorités locales sera entamé sur six phases pour enfin voir solutionner ce problème récurrent et avec lequel administrés et administrateurs veulent en finir une bonne fois pour toutes. El Oued veut aussi tremper dans l'investissement. C'est pourquoi des projets à caractère industriel seront entamés dans pas moins de treize zones d'activités délimitées à travers le territoire de la wilaya. D'autant que la région a vu augmenter ses chantiers de 80% retenus en 2013, comparativement aux cinq dernières années. El Oued et ses palmeraies n'est pas en reste des autres villes du Sud qui souffrent tout autant de la Sabkha, ces étendues blanchâtres qui attaquent les jardins en dépression inondable et salée, en surface sans profondeur. Mais la région sait aussi attirer par son architecture particulière. Alors côté tourisme, elle n'a rien à envier à d'autres villes. Et l'investissement va aussi dans ce secteur qui peut rapporter gros. Car dès le début des années 2000, il y a eu édification d'hôtels haut de gamme et des complexes touristiques ont vu le jour, inaugurés par la tutelle. C'est dire l'importance donnée par les pouvoirs publics à cette tranche économique qui augure d'un avenir certain dans le tourisme pourvu qu'on renfloue cet investissement de taille. D'autre part, le présent numéro de Sahariennes apporte dans ses informations des nouvelles d'autres contrées du sud du pays, avec pour chacune d'elles des événements qui lui importent, liés au cadre de vie, dans l'alimentation en gaz et électricité, en infrastructures de jeunesse et de la santé publique, au budget communal et autres... Balade utile.

جزء منها سيخصص لعمليات التطهير والإنارة خمسة ملايين لفك العزلة عن حي المقاسب

كشف رئيس بلدية جيجل يزيد عبد الله عن تخصيص غلاف مالي بقيمة خمسة ملايين سنتيم وذلك من أجل فك العزلة المفروضة على حي المقاسب الواقع على أطراف مدينة جيجل وإعادة الاعتبار لسكان هذا الحي الشعبي بعد سنوات طويلة من المعاناة . وبحسب رئيس البلدية المذكورة فإن المبلغ المرصود لحي المقاسب والذي يدخل في إطار المشاريع القطاعية التي استفادت منها هذه الأخيرة سيخصص جزء معتبر منه لعمليات التطهير من خلال إقامة شبكات الصرف الصحي وكذا وضع الإنارة العمومية من أجل إزاحة الظلام عن زوايا هذا الحي الشعبي الذي تحولت أطراف منه إلى مرتع للمنحرفين واللصوص ، كما سيخصص جزء من المبلغ المرصود لتنمية حي المقاسب لتهيئة الطريق الولائي (150) الذي يشكل المنفذ الرئيس لسكان حي المقاسب نحو عدد من التجمعات السكانية المجاورة وحتى بالطريق الاجتيابي المعروف باسم طريق « كيسير » وهو ما من شأنه تحسين نمط حياة سكان هذا الحي والسماح لهم بالتواصل الجيد مع بقية حواضر عاصمة الولاية الأخرى بعد سنوات من المعاناة التي ما فتئت تتصاعد وتتضاعف في ظل الإلتساع المتواصل لهذا الحي السكني وهو الإلتساع الذي فرض جملة من التحديات بالنسبة للسلطات المحلية ببلدية جيجل التي تكافح من أجل إعادة الإعتبار لما يسمى بالتجمعات السكانية الناشئة .

م / مسعود